



VIOLENCES POLICIÈRES - AU MOINS UNE BLESSÉE GRAVE PARMI LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION
Le 23 mars, les élèves d'un lycée de la Seine-Maritime ont été confrontés à une violence policière sans précédent. Cette violence a entraîné la blessure grave d'une collègue de l'éducation nationale, victime d'une grenade de désencerclement sur la main. Cette violence a été constatée par les manifestant.es pacifiques et les journalistes présents sur place. Les images de cette violence ont été diffusées sur les réseaux sociaux, montrant des policiers utilisant des armes à feu et des grenades de désencerclement contre des personnes pacifiques. Cette violence a été condamnée par les syndicats de l'éducation nationale et les associations de parents d'élèves. Les syndicats de l'éducation nationale ont appelé à une manifestation nationale le 24 mars pour dénoncer cette violence et demander la justice pour les victimes. Les syndicats de l'éducation nationale ont également appelé à une grève générale le 24 mars pour soutenir les victimes et demander la justice.

Violences policières : une collègue blessée grave. Communiqué de l'intersyndicale de l'éducation 76

vendredi 31 mars 2023, par [CGT educ'action](#)

Le 23 mars, la violence d'État et l'usage brutal de la force contre des manifestant.es pacifiques ont franchi un nouveau cap. À Rouen, au-delà de l'utilisation de gaz lacrymogène, nos camarades ont pu constater l'utilisation disproportionnée de flashball puis de grenades de désencerclement. Parmi les manifestant.es blessé.es et victimes de ces violences figurent au moins deux salarié.es de l'Éducation Nationale, dont une collègue qui, en recevant une grenade de désencerclement sur la main, a eu le pouce arraché et a perdu connaissance, avant d'être hospitalisée.

Toutes nos pensées vont à notre collègue. Nous apportons également notre soutien à l'ensemble des victimes de violences policières, qu'elles soient ou non de l'éducation, et nous associons au communiqué de nos camarades de la Seine Maritime, ci-dessous.



VIOLENCES POLICIÈRES : AU MOINS UNE BLESSÉE GRAVE PARMIS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

Le 23 mars, la violence d'Etat et l'usage brutal de la force contre des manifestants pacifiques ont franchi un nouveau cap au niveau du théâtre des arts à Rouen. Ainsi, au-delà de l'utilisation de gaz lacrymogène, nous avons pu constater l'utilisation disproportionnée de flashball puis de grenades de désencerclement.

Les syndicats CGT Educ'action, SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO condamnent avec force les violences policières qui ont eu cours lors de la manifestation du 23 mars à Rouen, à l'appel de l'intersyndicale nationale. Parmi les manifestant.e.s blessé.e.s et victimes de ces violences figurent au moins deux salarié.e.s de l'Éducation Nationale, dont une collègue AESH qui, en recevant une grenade de désencerclement sur la main, a eu le pouce arraché et a perdu connaissance, avant d'être hospitalisée. Et ce alors même qu'elle demandait à de jeunes manifestants de reculer et de rejoindre le cortège principal !

Les syndicats CGT Educ'action, SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO, demandent à ce qu'une enquête soit ouverte au plus vite sur cette « agression policière » comme sur d'autres, et à ce que les faits ne restent pas impunis.

Les syndicats CGT Educ'action, CGT Educ'action, SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO condamnent la stratégie présidentielle qui consiste à passer en force avec le 49.3 une réforme dont personne ne veut et à utiliser la violence et la répression contre les jeunes, les salarié.e.s, les retraité.e.s, tout en essayant de séduire à des « factieux » ces millions d'hommes et de femmes qui manifestent dans le calme depuis deux mois contre la réforme des retraites. Depuis le 15 mars dernier, nous constatons un changement notable de la doctrine concernant le maintien de l'ordre à Rouen (garage des manifestants pacifiques à la fin de la manifestation devant la CARSAT de Normandie, charge de CRS devant le rectorat, puis notamment devant la permanence du député Damien Adam...)

Macron est le seul responsable de cette situation. En maintenant sa réforme contre l'immense majorité de la population c'est lui qui est violent ! C'est lui qui péjore la démocratie. La seule solution c'est qu'il retire immédiatement sa réforme des retraites.

Les syndicats CGT Educ'action, SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO apportent tout leur soutien à l'ensemble des victimes de violences policières, qu'elles soient ou non de l'éducation, et réaffirment leur détermination à lutter pour gagner le retrait de la réforme des retraites.

Rouen, le 24 mars 2023